

COHÉSION ET TRANSITIONS : AGIR AUTREMENT

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE 2019

Les mouvements sociaux ont révélé les multiples fractures affectant la société française (sociales, emploi, représentation démocratique). Ce constat n'est pas inédit comme le montrent les diagnostics successifs dressés par le CESE dans les derniers Rapports annuels sur l'état de la France.

Pour autant, au-delà de leur forme, ces mouvements ont été singuliers à deux titres. D'une part, ils ont reflété une faible cohésion sociale contrastant avec un niveau moyen de satisfaction personnel plutôt élevé, témoignant de la « passion française » pour l'égalité. D'autre part, ils ont souligné le malaise grandissant des ménages « modestes » qui se sentent menacés de déclassement. Ce sentiment est alimenté par la forte progression des dépenses contraintes, notamment celles liées au logement, pesant davantage sur les moins fortunés; il traduit aussi la polarisation du marché du travail, source d'insécurité financière et professionnelle, et la difficulté à suivre les pratiques de consommation des autres catégories sociales.

Les mesures en faveur du pouvoir d'achat constituent un premier niveau de réponse à la faible cohésion sociale, de nature à stimuler la consommation et contribuer au rétablissement de la confiance, mais seulement partiel. Asseoir une croissance durable suppose de dégager davantage de richesses et donc d'accroître les gains de productivité dans l'économie française en favorisant les investissements matériels et immatériels efficaces, notamment ceux dans les compétences. Cela passe aussi par la poursuite du redressement

du taux d'emploi et la création d'emplois de qualité, correctement rémunérés, qui constituent des ingrédients clés pour lutter contre la persistance de fortes inégalités primaires.

Les indicateurs relatifs à la préparation de l'avenir témoignent tous d'une forte impréparation de la France aux transitions. L'endettement public s'est stabilisé en 2018 à un haut niveau mais repartirait à la hausse en 2019. Or sa maîtrise est indispensable. C'est pourquoi il convient d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques, sans sacrifier les grands chantiers à venir. La nouvelle baisse des dépenses de recherche et de développement à 2,19% du PIB en 2017 est préoccupante et amène à s'interroger sur l'impact réel des nombreux dispositifs en faveur de l'innovation. Un autre motif d'inquiétude tient aux retards accumulés dans la transition écologique et la lutte contre l'artificialisation des sols. Année après année les performances en matière d'empreinte carbone et d'artificialisation se dégradent. L'affichage récent d'un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 marque a priori un tournant, mais les explications sur les moyens pour y parvenir font encore cruellement défaut.

Les indicateurs de qualité de la vie indiquent le maintien d'un haut niveau de satisfaction personnelle mais le regard porté par les Françaises et les Français sur leur avenir et le destin collectif est assez sombre. S'agissant de l'espérance de vie en bonne santé, la tendance est plutôt au plafonnement des performances alors que des progrès importants sont possibles comme le montre la Suède.



Hervé LE BOULER

Il est responsable des questions liées à la forêt pour France Nature environnement. Il siège au CESE à la section de l'économie et des finances et à la section de l'aménagement durable des territoires où il représente le groupe de l'environnement.

Contact :

herve.lebouler@lecese.fr
01 44 43 64 22



Christel TEYSSEDRE

Présidente de Saveurs Commerce, elle siège au CESE à la section de l'économie et des finances où elle représente le groupe de l'artisanat.

Contact :

christel.teyssedre@lecese.fr
01 44 43 64 02

La situation de notre pays appelle à mettre rapidement en place un pacte économique, social et écologique permettant de relever le double défi de parvenir à la cohésion sociale tout en menant avec détermination les transitions nécessaires, sachant que les deux sont indissociables.

Les propositions formulées dans cet avis peuvent se résumer autour de deux axes forts.

AXE 1 : LA REFORME DE LA FISCALITÉ POUR PLUS DE JUSTICE

- Le CESE estime que la question du pouvoir d'achat doit s'inscrire plus globalement dans la lutte contre les inégalités et mieux s'articuler avec la politique de l'emploi et la stratégie environnementale. Il préconise que les études d'impact en amont des projets de loi intègrent systématiquement une analyse fine des répercussions sur le pouvoir d'achat des différentes catégories de ménages. Comme souligné dans l'avis « Fractures et transitions : réconcilier la France », le CESE est favorable à un pacte social nécessitant une fiscalité plus simple et plus équitable, notamment en matière de progressivité des impôts.
- La refonte de notre système fiscal dans le sens d'une plus grande justice sociale, prenant en compte les capacités contributives de chacune et chacun et veillant à une meilleure répartition des efforts, ainsi qu'une action plus volontariste contre la fraude et l'évitement fiscal, améliorerait le consentement à l'impôt. Accroître la lisibilité mais aussi l'efficacité économique, sociale et environnementale des outils fiscaux, sont également des objectifs à atteindre pour renforcer l'acceptabilité de notre fiscalité.

AXE 2 : UNE POLITIQUE VOLONTARISTE D'INVESTISSEMENT

- Le CESE préconise que le système de mesure du PIB évolue de manière à mieux prendre en compte les impacts de la croissance au regard du climat, de la biodiversité et de la mise en œuvre des transitions écologique et économique, et plus généralement du bien-être des générations futures.
- Pour répondre à la question du financement pérenne des transitions, le CESE est favorable à une politique d'investissements matériels et immatériels ambitieuse. Soucieuse de ses effets sur l'environnement et sur l'accroissement des richesses disponibles, elle serait de nature à générer des emplois de qualité, à accroître la performance des entreprises et à contribuer à la revitalisation des territoires. Le CESE propose également une refonte des règles de Maastricht sur l'endettement public de façon à favoriser les investissements contribuant à la transition écologique.
- Le CESE souligne la nécessité d'une part, d'investir en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes en s'appuyant notamment sur les branches et d'autre part, de prévenir un chômage structurel trop important en mobilisant activement les dispositifs permettant de maintenir les seniors dans l'emploi, en prévenant les risques de déqualification en cours de carrière et en organisant mieux l'accès des demandeurs d'emploi à des formations qualifiantes.
- De plus, comme proposé dans l'avis « Fractures et transitions : réconcilier la France », le CESE appelle à développer une politique de soutien à l'industrie en mettant en place rapidement une programmation pluriannuelle, évaluée et révisable à échéances régulières, permettant d'avoir une vision de long terme.